

**ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS RELATIF A LA FOURNITURE DE  
PIANOS POUR LE CONSERVATOIRE NATIONAL SUPERIEUR DE MUSIQUE ET DANSE  
DE LYON (CNSMDL)**

**2025-02\_PIANOS**

**ET**

**MARCHE SUBSEQUENT N°1 PASSE SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

**MS1-2025-02\_PIANOS**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS**  
**18 juillet 2025 à 12h30**

---

## **Article 1 Pouvoir adjudicateur**

Conservatoire National Supérieur Musique et Danse de Lyon 3 quai Chauveau (ci-après, le CNSMDL)  
CP.120  
69266 LYON cedex 09  
tél. 04 72 19 26 26 -fax. 04 72 19 26 00

Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur : M. Mathieu FEREY  
Comptable public assignataire des paiements : M. Frédéric ROUILLET

## **Article 2 - Objet et étendue de la consultation**

### **2-1 Objet de la consultation**

Le présent règlement de la consultation concerne :

- L'accord-cadre relatif à la fourniture de pianos pour le Conservatoire national supérieur de musique et danse de Lyon (2025-02\_PIANOS) ;
- Et le marché subséquent n°1 (MS-2025-02\_PIANOS) passé sur le fondement de l'accord-cadre.

Lieu d'exécution : Lyon

### **2-2 Étendue de la consultation**

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents, tels que régis par les articles R. 2162-2 du code de la commande publique, conclu sans montant annuel minimum et avec un montant total de marché fixé à 1 000 000 € HT, pour lequel il sera sélectionné 3 opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats.

L'accord-cadre s'exécute par la conclusion de marchés subséquents, conformément à l'article R. 2162-2 alinéa 1 du code de la commande publique. Le Cahier des caractéristiques et modalités d'exécution relatif à l'accord-cadre (CCME) fixe les termes contractuels généraux entre le CNSMDL et les Titulaires de l'accord-cadre, pour la conclusion de marchés subséquents relatifs à la fourniture de pianos.

### **2-4 Conditions de participation**

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### **2-5 Nomenclature communautaire (code CPV)**

37310000-4 – Instruments de musique  
37311100-2 - Pianos

### **2-6 Seuils de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu sans montant annuel minimum et avec un montant maximum sur toute la durée du marché fixé à 1 000 000 € HT

## **Article 3 Conditions de la consultation**

### **3-1 Durée — Délais d'exécution**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quatre ans courant à compter de sa notification.

Les marchés subséquents pourront être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre même si leur exécution se prolonge au-delà du terme.

### **3-2 Choix de la procédure de passation**

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

### **3-3 Prestations complémentaires et variantes**

Il n'est pas prévu de prestations complémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

### **3-4 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## **Article 4 Contenu du dossier de consultation**

### **4-1 Contenu**

Le dossier de consultation est composé des documents suivants:

- Le présent règlement de la consultation (R.C.),
- L'acte d'engagement (A.E.) de l'accord-cadre et son annexe « Déclaration de sous-traitance »,
- Le cahier des caractéristiques et modalités d'exécution relatif à l'accord-cadre (C.C.M.E.),
- Le document valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (A.E.C.C.P.) relatif au marché subséquent n°1,
- La grille financière relative au marché subséquent n°1 avec une grille pour chaque lot.

### **4-2 Retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est gratuit et obligatoirement téléchargeable sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence

#### **2025-02 PIANOS**

Lors du téléchargement du dossier de consultation, les candidats sont invités à enregistrer leurs coordonnées sur le profil acheteur ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) afin de pouvoir être informés d'éventuelles modifications apportées au dossier de consultation ou de réponses apportées à des questions posées par d'autres candidats, les échanges d'une consultation devant être dématérialisés.

### **4-3 Modifications du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront, dans ce cas, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **4-4 Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront faire parvenir une demande écrite via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Il conviendra au candidat de s'assurer qu'il est en mesure de recevoir et de prendre connaissance des courriels envoyés par le pouvoir adjudicateur via la place et à l'adresse mail • [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr).

Pour tous renseignements relatifs aux offres initiales, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au plus tard 8 jours avant la date de remise des offres initiales. Si une réponse doit être apportée par le représentant du pouvoir adjudicateur, elle sera alors adressée, par écrit via la plateforme à tous les candidats participant à la consultation, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres initiales.

Dans le respect des principes de la commande publique, les réponses seront transmises à l'ensemble des candidats.

Il est fortement conseillé aux candidats de renseigner le nom de l'organisme candidat, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique par une personne qualifiée et responsable dans l'entreprise, afin que le candidat puisse bénéficier de toutes les communications et échanges à l'initiative du pouvoir adjudicateur diffusés lors du déroulement du présent appel d'offres.

Les candidats ne pourront porter aucune réclamation s'ils ne bénéficient pas de toutes les informations diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement du présent appel d'offres en raison d'une erreur qu'ils auraient faite dans la saisie de leur adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières informations du pouvoir adjudicateur.

## **Article 5 —Dépôt des candidatures et des offres**

Les candidats sont tenus de libeller leurs offres en EUROS.

### **5-1 Date de remise des candidatures**

La date limite de remise des candidatures est fixée au **18 juin 2025 à 12h30**

Les candidatures reçues hors délai sont éliminées.

### **5-2 Modalités de remise des candidatures/offres**

Le candidat transmet sa candidature/offre par un dépôt unique sur la plate-forme des achats de l'État. Si plusieurs candidatures/offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature/offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)) conformément à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites mentionnées au 5.1 du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après sont rejetés.

Le profil connecté sur la PLACE qui n'a aucune activité est déconnecté automatiquement à l'issue d'un délai de 30 minutes. Le pouvoir adjudicateur ne saurait ni déroger à l'heure limite de remise des offres ni être tenu pour responsable si un soumissionnaire n'a pas été vigilant à maintenir par tous moyens la connexion de son profil entreprise lors du téléchargement.

### **5-3 Conditions de participation**

Les candidatures et offres sont entièrement rédigées en langue française ou fournies avec une traduction française lorsque les documents sont rédigés dans une autre langue.

L'ensemble des échanges entre le pouvoir adjudicateur et les candidats devra respecter les principes de la commande publique, notamment le principe de l'égalité de traitement, qui s'applique à l'ensemble de la procédure de passation.

Les concurrents consultés considéreront comme strictement confidentiel le dossier de cette consultation et ne devront communiquer aucun renseignement à qui que ce soit sans accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur.

### **5-4 Vérification des candidatures**

La vérification des candidatures sera effectuée selon les conditions prévues aux articles R2144-1 à FR2144-7 du code de la commande publique.

Dans le cas où des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 5 jours ouvrés francs à compter du lendemain du jour de la réception de l'accusé réception PLACE.

## 5-5 Présentation de la candidature

Ce marché fait partie du dispositif « marché public simplifié ».

Cette procédure simplifiée permet au candidat de déposer une offre en utilisant le Document Unique de Marché Européen (DUME)

### 5.5.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Document unique de marché européen (DUME): rubriques équivalentes disponibles sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/> ou <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME en cochant, uniquement dans la partie IV — a « indication globale pour tous les critères de sélection » sans fournir d'informations particulières. En revanche, si l'acheteur n'a pas prévu cette possibilité, les candidats doivent fournir les informations requises. Les candidats renseignent les informations pour les conditions de participations manquantes.

### 5.5.2 Candidature hors DUME

Les candidats remettront les documents suivants au titre de leur candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur justifiant qu'ils n'entrent dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 et notamment qu'ils satisfont aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;

*NOTA : les candidats doivent produire les mêmes justificatifs fiscaux et sociaux concernant leur(s) cotraitants et/ou sous-traitant(s) le cas échéant.*

2° Le formulaire DC1 intitulé « Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants » *(Ce document est à renseigner par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chacun des membres du groupement. Ce document doit être signé, soit par le candidat individuel, soit par tous les membres du groupement en cas de candidature groupée) ;*

Le formulaire DC2 intitulé « Déclaration du candidat ou du membre du groupement » *(Ce document est à renseigner par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement. Il n'a pas besoin d'être signé) ;*

3° La copie du (des) jugement(s) prononcé(s) si le candidat est en redressement judiciaire ;

4° Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires spécifique à l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;

5° Une liste des principales livraisons similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

6° Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années ;

7° Une description des équipements et moyens matériels dont le candidat dispose ;

Les imprimés DC1 (version mise à jour le 31/03/16) et DC2 sont téléchargeables sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature sous forme d'un groupement d'entreprises, il est précisé que si le groupement remplit une seule lettre de candidature (DC1 ou équivalent), chaque membre du groupement devra produire tous les autres documents mentionnés ci-avant.

Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques, professionnelles, économiques et financières suffisantes au regard de la nature et de l'importance du marché ne seront pas admises.

Il est rappelé aux candidats que tout dossier avec des pièces manquantes ou incomplètes pourra être rejeté.

## 5-6 Sous-traitance

La sous-traitance est acceptée.

## 5-7 Pièces relatives à l'offre

**Les candidats doivent obligatoirement remettre les documents suivants au titre de leur offre pour l'attribution de l'accord-cadre et du marché subséquent n°1 :**

- L'acte d'engagement (A.E.) relatif à l'accord-cadre, dûment complété, parafé et signé par le représentant qualifié de l'entreprise, et la « Déclaration de sous-traitance » figurant en annexe, le cas échéant ;
- Le cahier des caractéristiques et modalités d'exécution relatif à l'accord-cadre (C.C.M.E.), dûment parafé et signé ;
- Le mémoire technique et organisationnel du candidat, comprenant obligatoirement :
  - **Les fiches techniques relatives aux modèles de pianos proposés par le candidat ;**
  - **Les fiches techniques relatives aux accessoires proposés par le candidat ;**
  - **La description des services proposés pour répondre au mieux au besoin (organisation des essais de pianos, possibilité de reprise d'instrument, préparation et harmonisation avant livraison, service après-vente, garanties, réglage et stabilisation sur site, etc.).**
- Le document valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (A.E.C.C.P.) relatif au *marché subséquent n°1*, renseigné, daté et signé ;
- La grille financière relative au *marché subséquent n°1 (pour le lot concerné)*, renseignée, datée et signée **dans les formats exigés à l'article 6.1 ci-après** ;
- Les fiches techniques communiquées pour les pianos et les accessoires proposés dans le cadre du *marché subséquent n°1*.

***NOTA :** Les candidats sont libres de joindre tous les éléments complémentaires qu'ils jugent utiles pour permettre au CNSMDL d'apprécier leur offre.*

## 5-8 Documents à produire par le candidat retenu

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur. À défaut, son offre sera rejetée :

- Une déclaration sur l'honneur que la société ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles 1.2141-1 et aux 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'article 1.2141-4 du Code de la Commande Publique ;
- Un certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (pour toute entreprise de plus de 20 salariés) attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article 1- 5221-2 du code du travail ;
- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondant aux impôts, délivré par l'administration fiscale (attestation de régularité fiscale) ;
- Une attestation de fourniture des déclaration sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (attestation de vigilance) ;
- L'acte d'engagement signé ;
- La copie des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (le signataire doit être habilité à engager juridiquement le candidat) ;
- Une attestation d'assurance pour risques professionnels ;
- Un extrait de K-Bis datant de moins de 3 mois ;
- Un Relevé d'identité bancaire.

En cas de groupement, l'acte d'engagement est signé, soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Pour tous les documents pour lesquels une signature du candidat est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager la société du candidat.

Cette personne est :

- soit le représentant légal du candidat,
- soit tout autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir et de signature pour engager la société établie par le représentant légal du candidat (joindre la délégation de pouvoir et de signature dans ce cas).

## **5-9 Conditions de dépôt des offres**

Depuis le 1er octobre 2018, les offres doivent être déposées par voie dématérialisée uniquement.

Les candidats doivent procéder au dépôt électronique de l'ensemble des documents requis sur la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La signature n'est pas imposée au moment du dépôt.

Les candidats doivent veiller à ce que la transmission de leur offre soit effective (accusé de réception émis par la plateforme) avant l'heure limite de dépôt des plis.

Il est demandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes

- ne pas utiliser certains formats (« .exe » et « .bat ») -
- ne pas utiliser certains outils (ex. : les macros)
- faire en sorte que la candidature et l'offre ne soient pas volumineuses.

L'attention des candidats est appelée sur le caractère volumineux des fichiers qui est de nature à accroître le délai de transmission de l'offre et engendre ainsi un risque de réception hors délai. Les candidats ne pourront pas opposer ce délai en cas de réception hors délai de leur offre. Le « zippage » global des documents est autorisé.

Anti-virus : Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un logiciel anti-virus.

Les dossiers devront être remis au plus tard le mercredi 22 novembre 2023 à 12h30.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

## **Article 6 — Conditions d'attribution**

### **6-1 Conditions de recevabilité des offres**

Les offres irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 et R.2152-2 du CCP pourront être rejetées, conformément à l'article R.2152-1 du CCP. Les offres inappropriées, telles que définies aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du CCP seront rejetées, conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

### **6-2 Critères de sélection des offres**

Le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement. Le choix de l'offre la plus économiquement avantageuse s'effectuera selon les critères suivants :

**Critères de jugement des offres pour l'attribution de l'accord-cadre :** L'offre conforme économiquement la plus avantageuse sera établie en fonction des critères énoncés ci-après, assortis de leur pondération.

#### **■ Valeur technique sur 100 points pondérés à 60 % décomposés comme suit :**

- Nombre de marques représentées – sur 20 points ;
- Nombre de modèles disponibles en stock – sur 15 points ;
- Qualité des modèles proposés en stock – sur 25 points
- Qualité des accessoires proposés – sur 15 points
- Pertinence des services proposés et adéquation en termes de moyens humains et matériels – sur 20 points
- Ecologie – environnement – sur 5 points

#### **■ Valeur financière sur 100 points pondérés à 40 % :**

Analysé au regard du montant renseigné dans la grille de prix établie dans le cadre de la réalisation représentative.

➤ **Pour l'attribution du marché subséquent n°1 :**

L'offre conforme économiquement la plus avantageuse sera établie en fonction des critères énoncés ci-après, assortis de leur pondération.

■ **Valeur technique pondérée à 40 % décomposés comme suit :**

- Qualité des modèles proposés en stock – sur 20 points
- Qualité des accessoires proposés – sur 10 points
- Pertinence des services proposés et adéquation en termes de moyens humains et matériels – sur 10 points

■ **Valeur financière pondérée à 60 % :**

Analysé au regard du prix global et forfaitaire proposé dans la DPGF ;

## **Article 7 — Modalités de signature électronique**

La signature des documents n'est pas imposée au moment du dépôt de l'offre, elle est obligatoire uniquement pour les documents réclamés au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché (cf. 6.8 - documents à produire par le candidat retenu) selon les modalités suivantes:

Si le candidat ne dispose pas de signature électronique :

Le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> donne tous les renseignements nécessaires à l'obtention d'un certificat de signature électronique pour les candidats qui n'en disposent pas déjà.

Le soumissionnaire s'engage donc dans l'envoi des documents originaux avec la signature manuscrite, par voie postale, sans procéder à la moindre modification de ceux-ci.

Si le candidat dispose de signature électronique :

Conformément à l'arrêté du 22/03/19 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (annexe 12 du Code de la Commande Publique), tous les documents pour lesquels la signature électronique est exigée, doivent être signés par la société au moyen d'un certificat de signature électronique.

Attention : une signature manuscrite numérisée (scannée) ne vaut pas signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil (la signature électronique « consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle est attachée »).

Les frais de certification sont à la charge de chaque société.

## **Article 8 — Attribution du marché**

### **8-1 Interdictions de soumissionner**

Le marché est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation, sous réserve de la production des pièces prévues aux articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique et selon les règles énumérées à l'article R2143-3 et suivants du code précité.

### **8-2 Mise au point**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché public.

### **8-3 Signature du marché**

Le marché est signé par l'attributaire du marché uniquement au moyen de l'acte d'engagement joint au dossier de consultation. Il fournira une délégation de pouvoir des personnes habilitées à représenter l'entreprise signée en bonne et due forme.

#### **8-4 Indemnisation**

Il est précisé qu'aucune indemnisation n'est prévue au titre de la présente consultation. Par ailleurs, les candidats prendront en charge leurs frais de déplacement aux réunions organisées par le pouvoir adjudicateur.

#### **Article 9 Contentieux**

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent auprès duquel de plus amples renseignements relativement aux voies de recours peuvent être demandés est le Tribunal administratif de Lyon.

Conformément à la réglementation en vigueur, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

- un référé précontractuel avant la conclusion du contrat :
- un référé contractuel, après la conclusion du contrat dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou après la conclusion du contrat, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ,
- un recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la date de signature du contrat.

ANNEXE N ° I AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION MODALITÉS DE LA CONSULTATION DÉMATÉRIALISÉE
--

La présente consultation est soumise aux règles relatives à la dématérialisation des consultations telles que consolidées dans le code de la commande publique. Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques.

La consultation est directement accessible sur la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence 2023-10-RH

Dans les pages suivantes, il est fait référence à la place de marchés interministérielle accessible à l'adresse : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), dite PLACE. Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plateforme.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous ➤ standard zip

➤ Adobe® Acrobat® .pdf

➤ Rich Text Format artf ➤ odt, ods, odp, odg ➤ le cas échéant, le

format DWF ➤ ou encore pour les images : bitmaps .bmp, Jpg, .gif

.png

Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter le pli du candidat.

Le soumissionnaire est invité à traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation. Toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise de son pli, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la Place.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

#### CONSULTATION

##### Signature électronique

Lorsque la signature est expressément requise par le pouvoir adjudicateur, les documents transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus : \_ dans PLACE (guide d'utilisation- utilisateur entreprise) ;

\_ dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des Affaires juridiques des ministères économiques et financiers

En application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature électronique ;
2. à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et référencées sur une liste établie :

➤ pour la France, par le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique <http://references.modernisation.gouv.fr>

➤ ou pour les autres États membres par la Commission Européenne ([https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list))

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (el DAS).

Sont autorisées : \_ la signature électronique avancée avec certificat qualifié

(niveau 3) \_ la signature électronique qualifiée (niveau 4)

1<sup>er</sup> cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS). Des listes de prestataires de confiance sont disponibles:

- \_ sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)
- \_ sur le site de la commission européenne : <https://ec.europa.eu/digital-singlemarket/en/news/cef-esignature-trusted-list-browser-now-available>

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

2<sup>ème</sup> cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Un certificat qualifié de signature électronique délivré en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (certificat conforme au référentiel général de sécurité « RGS ») reste utilisable jusqu'au terme de sa validité.

#### Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur de l'acheteur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé. L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature d'un niveau suffisant au regard du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Quel que soit l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur les certificats PRIS VI qui ne sont plus acceptés depuis le 19 mai 2013.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Il est rappelé aux candidats qu'il est indispensable de signer chacun des documents et que la signature d'un zip n'est pas valable. De même, une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur et ne peut remplacer la signature électronique. Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plate-forme.

#### En cas de programme informatique malveillant ou "virus"

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le maître de l'ouvrage peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

#### Copie de sauvegarde

Les candidats ont la possibilité de remettre s'ils le souhaitent une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB). Cette copie identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et devra parvenir, avant les dates et heures limites indiquées

pour la réception des candidatures (ou des offres selon la phase de la consultation) à l'adresse suivante

:

Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifications (CNSMDL) - 10, Place de la Joliette — Atrium 10.1 — accueil du 3<sup>e</sup> étage — CS 21321 - 13567 Marseille Cedex 02

« Candidature/ Offre pour la consultation : réservation, achat et délivrance de titres de transport »

**NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE »**

Lorsque le candidat aura transmis une copie de sauvegarde, cette copie ne sera ouverte que si :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres forme .

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.